

ACTION URGENTE

ENQUÊTE ET SÉCURITÉ OBTENUES GRÂCE À LA MOBILISATION

José Luís da Silva, petit paysan et défenseur des droits fonciers, son épouse Severina dos Santos Silva et leur famille bénéficient d'une protection et sont en sécurité depuis qu'une enquête a été ouverte sur les menaces dont ils ont fait l'objet.

Le 20 juillet, l'Association de soutien aux implantations et communautés quilombolas (AACADE), une organisation non gouvernementale (ONG) qui aide les familles installées sur les terres agricoles de Quirino, dans l'État de la Paraíba, a envoyé le message suivant à Amnesty International :

« La campagne menée par Amnesty International a eu des effets immédiats. À la suite de l'Action urgente, un enquêteur de la police spéciale a été désigné pour suivre les investigations concernant l'attaque dont la famille Silva a été la cible. Cette désignation a été la conséquence de mesures prises par des fonctionnaires des autorités fédérales et de la Paraíba qui avaient reçu des lettres de membres d'Amnesty International du monde entier. Une autre conséquence de la campagne a été la diffusion d'une émission de télévision intitulée "Je veux la justice" le 14 avril 2009. C'était la première fois que le cas [de la ferme de Quirino] était présenté de manière impartiale et avec exactitude. Enfin, et c'est le plus important, les menaces ont considérablement diminué.

Grâce au soutien d'Amnesty International, nous avons également pu fournir une prise en charge médicale et psychologique à la mère, au père et aux trois enfants [victimes de l'attaque] pendant une période d'un an. En outre, deux réunions de l'ensemble de la communauté ont été organisées [afin de soutenir le] groupe, car cette attaque contre une famille [...visait à] intimider toutes les personnes installées sur ces terres [...]. Les résultats de la prise en charge de cette famille sont visibles. Elle a été fondamentale dans la reconstruction des relations familiales et communautaires, ainsi que pour la progression de la procédure judiciaire. En avril et mai de cette année, plusieurs audiences ont eu lieu et les victimes de l'attaque ont dû témoigner plusieurs fois devant leurs agresseurs. La qualité de leur témoignage a été attribuée à la prise en charge dont elles bénéficient avec l'aide d'Amnesty International.

La procédure judiciaire se poursuit encore et progresse plus rapidement [...]. Pour l'AACADE, la famille, la communauté et la Commission pastorale de la terre (CPT), qui suivent cette affaire, le soutien d'Amnesty International a contribué de manière décisive à ce que la procédure ne finisse pas par être favorable aux agresseurs. Nous tenons donc à remercier les bénévoles et le personnel d'Amnesty International et nous leur demandons de continuer à suivre cette affaire. »

Aucune action complémentaire n'est requise pour le moment. Un grand merci à tous ceux qui ont envoyé des appels. Amnesty International continuera à suivre la situation.

Ceci est la première mise à jour de l'AU 05/09 (AMR 19/001/2009).

Pour plus d'informations : <http://www.amnesty.org/fr/library/info/AMR19/001/2009/fr>

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

ENQUÊTE ET SÉCURITÉ OBTENUES GRÂCE À LA MOBILISATION

INFORMATIONS GÉNÉRALES

José Luís da Silva, sa femme Severina dos Santos Silva et leur fille de vingt-cinq ans, Edisandra, ont reçu des menaces de mort à la suite de poursuites judiciaires engagées à l'encontre de quatre hommes qui étaient impliqués, au dire de cette famille, dans une violente agression dont elle a été victime en décembre 2007. Cette famille pense avoir été spécifiquement visée en raison de sa lutte pour les droits fonciers, à l'origine d'un litige de longue date avec un propriétaire terrien local.

Elle fait partie depuis plus de vingt ans d'une communauté de petits paysans vivant sur les terres agricoles de Quirino. En 1998, après que la communauté a été menacée d'expulsion par le propriétaire terrien, l'Institut national de colonisation et de réforme agraire (INCRA) – organe fédéral chargé de la mise en œuvre de la réforme agraire – a décidé que la terre sur laquelle elle était installée devait revenir aux petits paysans qui y vivaient, dans le cadre du processus de réforme agraire. Depuis, le propriétaire terrien combat cette décision devant les tribunaux, tout en menaçant et en intimidant, semble-t-il, les paysans sans terre (*posseiros*), dont certains habitent cet endroit depuis plus de cinquante ans.

Informations complémentaires sur l'AU 05/09, AMR 19/013/2009, 22 juillet 2009

